

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 87

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2704 - Prix : 1€

Éditorial

Non aux licenciements, répartition du travail entre tous !

Impôts : pour faire payer les riches, il faut les renverser

Page 4

La Région : guichet ouvert pour le patronat

Page 5

Trusts pharmaceutiques : course aux vaccins et course aux profits

Page 7

Korian : en grève pour les salaires et pour l'embauche

Page 9

Amérique Latine

Une violente crise sanitaire et économique

Page 10



Automobile propre

Face à la vague de licenciements,

Répartir le travail entre tous !

Non aux licenciements, répartition du travail entre tous !

Après la menace du Covid-19, voilà celle des fermetures d'usines et des licenciements, et pour celle-là, il n'y a aucune protection à attendre de l'État ! Renault en est le symbole.

Le constructeur automobile a tiré le premier coup de canon de l'offensive en menaçant de fermer quatre usines, dont celle de Flins qui fait travailler 4 000 personnes et des dizaines de fournisseurs et sous-traitants. Et on a compris, par la bouche du ministre de l'Économie, que l'État, qui détient 15 % du capital « n'exigera pas le maintien de l'emploi » !

Qu'un groupe comme Renault décide, avec la complicité du gouvernement, de fermer des usines et de licencier des milliers de salariés montre que personne n'est à l'abri. Airbnb, Uber, André, La Halle, Safran, General Electric, Air France, Airbus et ses sous-traitants comme Daher ou Derichebourg Aéronautique..., la liste déjà longue des entreprises qui restructurent et licencient va s'allonger de jour en jour.

Dans cette guerre féroce qu'est le capitalisme, la crise est toujours l'occasion pour les capitalistes les plus puissants d'avaler les plus faibles et de resserrer l'étau sur les sous-traitants et les fournisseurs. Et surtout, elle est toujours le prétexte et un moyen de chantage pour imposer des sacrifices supplémentaires aux travailleurs.

Alors, contrairement au Covid-19, l'épidémie de fermetures et de licenciements n'a rien de naturel. Ce sont des choix de classe : pour ses profits, la grande bourgeoisie est prête à faire crever les travailleurs. Nous ne devons pas l'accepter !

Lutter contre ces licenciements est une question vitale pour le monde du travail et pour toute la société. Dans le contexte de crise actuelle, personne ne peut sérieusement envisager trouver un autre gagne-pain. Alors, perdre son emploi est une condamnation à la pauvreté et à la déchéance.

Parmi les ouvriers licenciés ces dernières années, beaucoup ont tenté de se mettre à leur compte. Combien sont-ils aujourd'hui à se retrouver sans revenu et endettés jusqu'au cou ? Quant à ceux devenus intérimaires, ils ont été les premiers à devoir faire la queue à l'aide alimentaire pour nourrir leur famille.

Alors, il en va des emplois comme de la santé, il faut en faire la priorité de la société : pas un ouvrier, pas un employé, pas un intérimaire ou un contractuel ne doit perdre son emploi et le salaire qui lui permet de vivre !

Face à l'effondrement des commandes et de l'activité, il faut répartir le travail entre tous. Si l'activité est réduite, les cadences et le temps de travail doivent baisser avec les salaires maintenus intégralement. Oui, il faut imposer de travailler moins pour travailler tous !

Cela a un coût ? Oui, mais l'an dernier, les seules entreprises du CAC 40 ont réalisé 80 milliards d'euros de profits. Soit l'équivalent de plus de deux millions d'emplois payés 1800 euros mensuels, cotisations incluses. Alors, que l'on ne nous dise pas qu'il n'y a pas d'argent !

Même Renault, dont Le Maire nous dit qu'il « joue sa survie », a de quoi payer. Le groupe a défrayé la chronique en février en annonçant une perte de 140 millions. Mais ces dix dernières années, il a accumulé 24 milliards de profits tirés de l'exploitation du travail de l'ensemble des salariés, de l'ouvrier intérimaire à l'ingénieur.

Les profits passés et présents, les fortunes des actionnaires doivent servir à maintenir les emplois et les salaires. Et c'est vrai aussi de l'argent public.

Durant le confinement, l'État a garanti les affaires des actionnaires et des capitalistes à coups de dizaines de milliards. Il s'est substitué au grand patronat en payant le chômage partiel à 12 millions de salariés. Il va continuer de l'aider au travers de différents plans de relance. Il prévoit de prêter sept milliards à Air France et cinq milliards à Renault. Eh bien, il faut que l'argent public garantisse les emplois et les salaires des travailleurs, y compris des plus petites entreprises !

Ce serait impossible car contraire à la compétitivité et aux règles capitalistes ? Mais ces règles ne servent qu'à enrichir une minorité, à détruire les emplois et condamner les travailleurs à la misère. Elles transforment tout en source de profit et soumettent les services publics et les hôpitaux à la course à la rentabilité, avec le désastre sanitaire que l'on sait. C'est encore en leur nom que le capitalisme détruit la planète à petit feu.

Du point de vue des travailleurs et de leur survie, la répartition du travail entre tous sans perte de salaire est la seule réponse réaliste. Si nous ne voulons pas être condamnés à vivre des miettes d'une société en crise, il nous faudra l'imposer !

Vers une vague de licenciements : le patronat veut tailler dans le vif

En annonçant le confinement Macron avait assuré qu'il n'y aurait ni faillites, ni licenciements, grâce aux subventions distribuées au patronat, directement ou par le biais du chômage partiel. Deux mois après, on voit bien qu'il ne s'agissait que de phrases creuses.

Pôle Emploi a enregistré plus de 800 000 chômeurs en plus en avril. Après les travailleurs précaires, les saisonniers et les autoentrepreneurs, c'est le tour des travailleurs des commerces et des grandes entreprises de licencier. André, NafNaf, Alinéa et maintenant Renault, ce n'est que l'ouverture du bal. Carrefour, qui n'a pas manqué de faire de bonnes affaires lors du confinement, annonce 3 000 suppressions de

postes d'ici la fin de l'année.

Tous les commentaires annoncent aussi des licenciements dans les entreprises liées au transport aérien, dans la sous-traitance automobile, la restauration, le commerce de détail, etc. Tout montre que la crise déclenchée par l'épidémie se transforme en crise générale et que le chômage pourrait exploser.

Il se trouvera bien sûr des bons apôtres pour proposer tel ou tel plan de relance, pour telle ou telle catégorie ou branche d'industrie. Poser au nom des salariés la question de ce que devraient faire les patrons est inutile : ils chercheront à maintenir leurs profits et ils ne peuvent le faire qu'en sacrifiant les salariés. C'est le système capitaliste en faillite qui

tente de perdurer en écrasant la classe travailleuse.

Pour les travailleurs, il n'y a pas plus de solution locale qu'il n'y a de solution individuelle. Les capitalistes se débattent pour leur survie dans cette crise en se battant les uns contre les autres et tous ensemble contre la classe travailleuse. Cette dernière ne peut se défendre que comme un tout, en exigeant que chaque travailleur ait un emploi et un salaire. Et, puisque les responsables de la crise prétendent qu'il n'y a pas assez de travail, il faut les contraindre à le répartir entre tous les bras disponibles.

Chômage partiel : un cadeau surtout au patronat

Le gouvernement a décidé de passer le taux de prise en charge des salaires payés par les entreprises de 100% à 85 %, laissant à la charge des patrons les 15 % restants.

La mesure devrait entrer en vigueur le 1er juin sauf pour les entreprises fermées pour des raisons sanitaires, telles que les cafés ou parcs d'attractions. Cette mesure a permis à des milliers d'entreprises, dont les plus grosses, de ne rien payer pour maintenir les effectifs alors que la pandémie imposait la fermeture de l'entreprise. Si le salarié ne recevait que 84 % de son salaire net, le patron en revanche ne dépensait rien.

Ce cadeau aux entreprises, qui devrait coûter pour le seul mois d'avril 24 milliards si tous les dossiers déposés sont acceptés, se poursuivra donc pour le moment sans date limite, en coûtant désormais quelques sous aux patrons. Malgré l'ampleur du cadeau, ceux-ci ne sont

pas satisfaits : le Medef s'inquiète que des secteurs en difficulté soient oubliés. Ces représentants patronaux sont beaucoup plus discrets sur le cas des entreprises qui fraudent en déclarant leurs salariés en chômage partiel tout en les faisant travailler. Le cabinet Technologia estime que cette escroquerie est le fait d'un quart des

entreprises.

Le chantage sous-jacent de ces patrons et en particulier des plus gros est significatif. Puisque la société paye, ils tiennent à profiter de l'aubaine le plus longtemps possible.

À TOUS NOS AMIS ET CAMARADES,

Dans cette période de sortie de confinement, notre bi-mensuel *Lutte ouvrière Île de La Réunion* ne sera pas encore vendu sur les marchés ce mois-ci.

Néanmoins, il est disponible sur le site internet www.lutte-ouvriere.org à l'onglet "En régions".

Notre journal continue à informer de bien des choses que l'on ne trouvera pas dans les moyens d'information officiels, en défendant un point de vue communiste révolutionnaire.

Il faut, plus que jamais, continuer à nous lire et à nous faire lire !

Impôts : pour faire payer les riches, il faut les renverser

Laurent Berger, la CGT, des économistes, La France Insoumise, le Parti socialiste et bien d'autres demandent une augmentation des impôts pour les riches, en particulier, le rétablissement de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF).

Mais l'ISF est en fait un trompe-l'œil. Il n'a jamais beaucoup rapporté beaucoup à l'État : 4,2 milliards d'euros en 2017. C'est avant tout une mesure symbolique adressé à l'électorat populaire par les gouvernements qui l'avaient instituée, et, inversement, à l'électorat bourgeois et petit-bourgeois par les gouvernements qui l'ont supprimée. Mais jamais il n'a été un moyen de faire vraiment payer les riches. Les bourgeois ont mille moyens d'y échapper : feu Liliane Bettancourt, longtemps première fortune française, ou Bernard Arnault, actuel tenant du titre, n'en ont jamais payé qu'une infime part.

Ce que rapportait l'ISF restait bien loin des dizaines de milliards d'euros versés chaque année par l'État aux entreprises et à la bourgeoisie. Non seulement son rétablis-



sement ne suffirait pas à faire payer les riches, mais le pouvoir pourrait en tirer argument pour faire accepter des sacrifices bien plus importants au monde du travail.

À la question « qui va payer ? », le gouvernement a commencé à répondre en prolongeant jusqu'en 2033, au lieu de 2024, la CRDS, cet impôt de 0,5 % touchant presque tous les revenus, de toute la population.

De plus, l'ISF ne protégera pas des fermetures d'usines et des licenciements. Ce n'est pas une question de répartition des richesses mais de

propriété. Les capitalistes possèdent les banques et les entreprises et ils ont de ce fait le pouvoir d'en faire ce qu'ils veulent. C'est une dictature imposée au monde du travail par les capitalistes.

Y mettre un terme ne relève donc pas de l'impôt, mais de la lutte consciente des travailleurs pour s'emparer du pouvoir, et mettre fin à un système qui provoque crises, chômage, guerres et dévastations.

Automobile : plan d'urgence pour le profit

Mardi 26 mai, Macron a annoncé de nouveaux cadeaux au patronat : huit milliards d'aides diverses aux patrons de ce secteur, en fait pour l'essentiel aux trusts que sont Renault et PSA.

Afin de préparer le terrain, la presse s'était fait l'écho des pleurs des patrons de l'automobile pour les plus de 80 % de chute des ventes en ce début d'année. Les ventes n'ayant pas eu lieu durant cette période de confinement, près de 400 000 véhicules sont stockés, des milliards seraient perdus.

Mais ces capitalistes ont profité pendant des années. PSA bat record de vente sur record. Renault dont les ventes ont été plus chaotiques a quand même accumulé 24 milliards de profits en dix ans, PSA 10,8 milliards d'euros de bénéfices en

cinq ans.

Dans le reste de la filière, en dehors de quelques trusts équipementiers comme Valeo ou Faurecia, bien des sous-traitants sont en fait déjà complètement étranglés par les grandes marques, les donneurs d'ordres. Donc même si une partie des huit milliards servaient à leurs entreprises, les constructeurs automobile sauraient récupérer ces sommes en jouant sur le prix des pièces.

Le chantage à la faillite ne date même pas du confinement. En novembre 2019, le président de la plateforme de la filière automobile, Luc Chatel, ancien ministre, expliquait que la filière « ne survivra pas sans un plan d'urgence ». Pour le passage à la voiture électrique, les patrons exigeaient que l'État les aide en met-

tant la main à la poche.

Macron s'est exécuté. Primes, investissements dans la filière des batteries, tout est bon. En échange, les patrons n'ont même pas à s'engager à conserver les emplois. Quant aux promesses de relocalisations, elles ne veulent rien dire pour les travailleurs. En effet, cela ne signifie même pas que les emplois seront maintenus mais que les patrons trouveront de nouvelles sources de profits.

Pour défendre leur emploi et donc leur peau, les travailleurs ne doivent compter ni sur Macron ni sur aucun gouvernement. C'est en combattant pour imposer que les grands capitalistes prennent sur leurs fortunes qu'ils pourront sauver leurs emplois.

La Région : guichet ouvert pour le patronat

Sur les 59 millions d'argent frais de la Région mis à la disposition du patronat local par Didier Robert « pour relancer l'économie de l'île », 15 sont destinés, a-t-il déclaré, aux 50 000 familles les plus pauvres pour leur permettre de prendre des vacances à l'aide de bons intitulés « Je visite mon île » et « mon île 974 » chez les professionnels du tourisme. Un geste désintéressé et compatissant ?

Non, tout simplement une subvention indirecte à ces derniers qui recevront par ailleurs de la Région

une aide directe de 10 millions d'euros.

Quand il s'agit d'aider le patronat, le président de La Région ne prend pas de vacances.

Mais pour les familles ouvrières et les plus pauvres, c'est de bien autre chose dont ils ont besoin pour profiter de la vie : un emploi pour tous, d'abord, avec ensuite un salaire qui leur permette de vivre et de se distraire, mais pour cela ils ne pourront pas compter sur Didier Robert, mais uniquement sur leurs mobilisations et leurs luttes !



Il court, il court le Robert

Le président Didier Robert ne rate pas une occasion de se mettre en avant devant les objectifs de la presse.

Lundi 25, il s'est fait filmer sur le tarmac de l'aéroport de Gillot à l'arrivée des machines à fabriquer les masques commandées par le patron de Corail Hélicoptères et par le Dr Gérard D'Abbadie du groupe de santé les Flamboyants.

Le 23 avril, Didier Robert s'était fait aussi un petit coup d'pub lors du débarquement des premiers masques importés par la Région.

Le 14 mai il faisait sa visite du chantier (à l'arrêt !) du Pont de la Rivière des Galets pour s'assurer que les mesures barrières étaient bien respectées.

Robert fanfaronne car il tient les cordons de la bourse à la Région et distribue des millions en veux-tu en voilà, surtout à ses amis capitalistes.

Le président de la Région a devancé le gouvernement qui incite à une campagne électorale plus médiatique...

Masques : les patrons réunionnais veulent leur part du marché !

L'insuffisance des masques pour le personnel soignant et la population de La Réunion a amené les collectivités à se ravitailler en Chine pour parer à la demande.

C'est un marché sur lequel lorgnent aujourd'hui certains patrons de l'île. Deux d'entre eux ont décidé de les produire sur place. Il leur fallait les machines pour le faire, ils ont pu compter sur le président du Conseil régional qui les a mis en contact avec des fabricants chinois et leur a même attribué une subvention conséquente pour se les procurer. Sans rire, Chane Pane l'un des deux patrons a déclaré : « Face à une crise de cette ampleur, nous ne pouvions pas rester passifs ! ». Quand il s'agit de gros sous, le sang d'un patron se met à bouillir !

Ces deux capitalistes pourront aussi bénéficier des subventions du

Feder. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'ils sont bien entourés et trouvent sans problème les financements pour les aider à payer les deux premières machines d'un montant de 200 000 et 300 000 euros chacune.

Les deux entrepreneurs, D'abadie président du groupe de santé privé les Flamboyants et Alfred Chane Pane, gérant de Corail Hélicoptères et de l'imprimerie ICP Réunion, se sont lancés dans la course, sans certitude de pouvoir écouler toute leur produc-

tion sur un marché aussi restreint que celui de La Réunion. Mais peu leur importe puisque l'investissement est largement financé par la puissance publique !

L'État, les collectivités n'ont pas d'argent pour augmenter les salaires, embaucher et doter les services de matériels suffisants dans les hôpitaux publics, mais ils en trouvent pour permettre au patronat de faire encore plus de fric !



Quand la richesse côtoie la misère

Si 40 % de la population réunionnaise ne vit qu'à l'aide des minima sociaux, à l'autre bout de la pyramide des revenus, on trouve une population qui ne connaît pas les affres des fins de mois.

Une récente étude de l'Insee-Réunion portant sur les revenus 2019 fait ressortir que les 5000 personnes les plus riches de La Réunion (0,6 % des contribuables) disposent d'un revenu mensuel moyen de 11530 €. Ce qui veut dire que la moitié la plus favorisée de ces 5000 individus touche

encore beaucoup plus que cette somme qui est l'équivalent de ce que touchent les plus riches dans les provinces de la France métropolitaine, alors que la richesse produite à La Réunion est 26 % inférieure.

Qui sont ces plus riches et d'où tirent-ils leur richesse ? L'enquête explique que seul un tiers de cette partie de la population tire cette richesse de son travail. Il s'agit là des professions libérales et indépendantes, des hauts fonctionnaires. Les deux tiers restant tirent donc leurs revenus d'autres

sources. Il n'est pas difficile de les imaginer, ce sont avant tout les patrons et les actionnaires des grandes entreprises, les grands propriétaires terriens et immobiliers, les banques qui exploitent à vil prix des dizaines de milliers d'esclaves salariés et spéculent sur les échanges commerciaux pour faire grimper les prix et leurs profits sous la protection et avec la complicité de l'État et des responsables politiques locaux.

Enseignement : Blanquer ou le bluff permanent

Deux semaines après la réouverture des écoles, force est de constater qu'elles ne font pas le plein. Des maires ont refusé de les ouvrir et les enfants des milieux les plus défavorisés sont les derniers à revenir à l'école, d'abord parce que leurs parents n'ont aucune confiance dans les autorités et doutent des mesures sanitaires mais aussi parce que les enfants ont perdu pied pendant le confinement. Sans parler de la nécessité pour les familles d'acheter elles-mêmes les masques des enfants. Blanquer a eu beau se gargariser de la continuité pédagogique pendant cette période et affirmer

contre toute vraisemblance que tout était prêt pour permettre l'école à distance, la réalité est tout autre. Tous les chiffres avancés par le ministère sont pipés. Dans certains lycées, il suffit qu'un élève se soit connecté une fois à la plateforme pour qu'il ne soit pas considéré comme un décrocheur. Pour autant, rien ne dit que cet élève suit les cours, rend des devoirs à ses professeurs. En réalité, dans nombre de lycées et collèges, la moitié voire la totalité des élèves n'ont plus aucun contact avec les enseignants.

Alors que le manque de contact réel a montré l'absurdité de parler

des bénéfices de l'enseignement à distance, dans l'enseignement supérieur il est vu comme une solution à la rentrée universitaire.

Les affabulations du ministère ne servent qu'à masquer l'absence de moyens mis en œuvre pour permettre aux cours de reprendre réellement. Il n'a en effet pas de solution. Depuis des années, les classes surchargées ne permettent pas aux élèves de réussir. C'est toute l'année qu'il faudrait des effectifs à quinze par classe ! Pour cela, il faudrait adapter les locaux et surtout embaucher massivement des enseignants et du personnel de service.

Apprentissage : presque gratuit, c'est encore trop cher !

Dans un communiqué daté du 20 mai, le syndicat des patrons, le Medef, et un collectif de grandes entreprises ont réclamé la mise en place d'une aide de l'État de 10 000 euros pour le recrutement d'un apprenti en 2020.

Comme d'habitude, les mêmes qui massacrent l'emploi au quotidien ont essayé de justifier au nom de l'emploi des jeunes un nouveau cadeau estimé à plus de quatre milliards d'euros. La signature du groupe Renault, qui menace actuellement de fermer quatre usines, rend encore moins crédible le prétexte de la lutte contre le chômage.

Les signataires ont aussi agité le

chiffon du sempiternel soutien aux PME en difficulté tout en demandant que cette aide aille à toutes les entreprises, y compris les plus grandes.

Les apprentis constituent aujourd'hui une main-d'œuvre presque gratuite pour le patronat. Par exemple, un apprenti de moins de 18 ans en première année de formation touche 27 % du smic, soit une rémunération mensuelle brut de 416 euros. En fait, avec les subventions et aides déjà existantes, un patron d'une entreprise de moins de 250 salariés ne paie de sa poche pour ce jeune travailleur que 79 euros par mois. Il n'est donc pas étonnant que le nombre d'apprentis ait atteint un re-

cord en 2019, avec 485 000 apprentis, soit une hausse de 16 % par rapport à 2018.

Mais disposer d'une main-d'œuvre presque gratuite n'est apparemment pas assez pour le patronat. En cette période de crise économique, il est plus que jamais avide d'aides publiques. Et il sait qu'il peut compter sur un État toujours plus attentif à satisfaire ses désirs. Le Maire s'est empressé de répondre qu'il allait étudier les demandes des patrons. Ils ne devraient pas attendre trop longtemps pour toucher un nouveau pactole !

Chloroquine : une polémique loin d'être close

Depuis le début de la pandémie une polémique fait rage autour de la chloroquine et de l'hydroxychloroquine. Aux médecins qui comme Raoult s'affrontent par médias interposés se sont ajoutés des politiciens sans aucune compétence scientifique venus mettre leur grain de sel. Trump et Bolsanoro ont dit prendre préventivement de la chloroquine !

La polémique a rebondi après la publication par la revue scientifique *The Lancet* d'une étude comparant les traitements de 96 000 patients dans 671 hôpitaux. La conclusion en est que chez les patients hospitalisés « les chances d'améliorer l'état des malades sont plutôt minces » et que le risque de mortalité est plus élevé

chez les patients recevant chloroquine ou hydroxychloroquine.

Ils admettent cependant les « limites » de leur étude puisqu'elle ne répond pas aux critères habituels des études scientifiques dans lesquelles les groupes des patients sont tirés au sort sans que ni le médecin ni le patient ne connaissent le médicament administré.

Les limites de l'étude du *Lancet* font que les partisans de Raoult ont beau jeu de nier ses résultats, ajoutant qu'elle n'inclut que les patients hospitalisés, alors que pour Raoult le traitement doit être pris avant l'hospitalisation... comme le fait Trump. Alors la polémique est loin d'être close et ne le sera pas tant que

des études scientifiques incontestées dans leur méthodologie n'auront pas été menées à leur terme.

En attendant il est quand même clair que les preuves de l'efficacité des médicaments déjà utilisés pour d'autres maladies, la chloroquine et d'autres, se font attendre et qu'aucun d'entre eux ne permettra de guérir tous les malades. La meilleure solution thérapeutique à venir semble donc toujours être la vaccination. Mais peu importe, les politiciens et autres démagogues qui ont vu là un hochet à agiter ne sont pas près de le lâcher.

Trusts pharmaceutiques : course aux vaccins et course aux profits

Après les déclarations sur l'utilisation du vaccin sur lequel les équipes de Sanofi travaillent, Macron et Merkel ont protesté. Ils refusent que les États-Unis soient favorisés sous prétexte qu'ils auraient mis plus d'argent dans la recherche et déclarent le vaccin « bien commun du 21e siècle ».

Cette découverte est pour le moins tardive de la part des deux dirigeants européens. La commercialisation d'un vaccin dépend aujourd'hui des législations de chaque pays et est régie par les règles de l'OMC, l'Organisation mondiale du commerce, qui oblige chaque État membre à respecter les « droits de propriété intellectuelle relatifs au commerce ». Ceux-ci doivent donc verser des royalties pendant vingt ans au laboratoire détenteur du brevet.

C'est déjà pour tenter de faire appliquer ces règles que les trusts pharmaceutiques avaient intenté dans les années 1990 des procès à un pays comme l'Afrique du Sud qui prétendait fabriquer des génériques des médicaments antirétroviraux contre le Sida...

Mais si les trusts pharmaceutiques doivent parfois reculer et renoncer à



une petite partie de leurs profits colossaux, ce n'est pas l'absence d'un brevet qui pourrait rendre l'accès à un futur vaccin antiCovid-19 plus facile pour tous les malades dans le monde. Salk, inventeur d'un des vaccins contre la poliomyélite, n'avait pas breveté sa découverte, déclarant : « Pourrait-on breveter le Soleil ? ». Le médecin suisse Didier Pittet fit de même dans les années 1990 en ne brevetant pas la solution hydroalcoolique. Cela n'a pas empêché ni Sanofi, qui fabrique le vaccin

contre la poliomyélite, ni L'Oréal et LVMH qui fabriquent du gel, de s'approprier la fabrication de ces produits non brevetés, et d'en tirer de substantiels profits aux dépens des patients.

Pour bénéficier des progrès de la médecine sans devoir passer par les exigences des trusts ou de l'OMC, il ne suffira pas d'interdire les brevets. Il faut ôter aux trusts de la pharmacie comme à tous les autres le pouvoir qu'ils exercent, avec ou sans brevets.

Villiers, Zemmour... : les amis du président

Le 20 mai, Philippe de Villiers a appris que le parc d'attractions du Puy du Fou dont il est le fondateur pourra rouvrir à partir du 11 juin, alors que de nombreux organisateurs de festival en sont encore à se demander s'ils pourront reprendre leur activité et alors que même les parcs et jardins de Paris restent fermés.

Si de Villiers a pu bénéficier d'un traitement de faveur c'est grâce à l'intervention personnelle de Macron, qui a poussé la bienveillance jusqu'à lui adresser un texto l'informant de la bonne nouvelle.

Ce n'est pas la première fois que Macron témoigne publiquement sa sympathie pour cette figure de la droite catholique réactionnaire et souverainiste. Et ces derniers temps, d'autres personnages tout aussi choi-

sis ont bénéficié de la sollicitude présidentielle. Ainsi, après s'être fait cracher dessus dans la rue au début du mois de mai, Éric Zemmour, ce journaliste connu pour ses discours orduriers et racistes à l'égard des musulmans, a eu droit à un coup de téléphone du locataire de l'Élysée.

Les yeux rivés sur l'horizon de la

présidentielle de 2022, Macron en est à faire des œillades à l'extrême droite. Il est vrai qu'il a aussi téléphoné à l'humoriste Jean-Marie Bigard et qu'il a fait le voyage de Marseille pour rencontrer le professeur Raoult. Visiblement, le confinement à l'Élysée ne fait pas que du bien...



Le Puy du Fou rouvrira dès le 11 juin.

Police : qui a dit la vérité...

« Il y a des hommes et des femmes qui se font massacrer quotidiennement, en France, tous les jours, pour nulle autre raison que leur couleur de peau. [...] C'est l'une des raisons pour lesquelles les gens sont fâchés après la police. »

C'est ce que la chanteuse Camélia Jordana, issue de l'immigration algérienne, a déclaré au sujet des violences policières lors de l'émission On n'est pas couchés, à laquelle elle participait le 23 mai.

« Il y a des milliers de personnes qui ne se sentent pas en sécurité face à un flic et j'en fais partie », a ajouté

la chanteuse. Il n'en fallait pas plus pour que des députés de droite et d'extrême droite et des syndicalistes policiers se déchaînent contre elle. Le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, a qualifié ses propos de « mensongers et honteux ».

Faire allusion au racisme d'une partie de la police, qui plus est lors d'une émission de grande écoute, ne saurait donc être qu'une calomnie. Pourtant il y a trois semaines, deux policiers marseillais ont été condamnés à des peines de prison pour avoir passé à tabac un jeune Afghani sur un parking ; après s'être dé-

foulé, un des deux policiers avait dit à l'autre : « Ça fait du bien ! ». À l'Île-Saint-Denis, fin avril, des policiers ont tabassé un Égyptien qu'ils avaient sorti de la Seine. « Un bicot comme ça, ça nage pas », avait dit l'un. « Haha ça coule, tu aurais dû lui accrocher un boulet au pied », avait répondu un autre.

Les propos « mensongers et honteux » ne sont pas ceux de Camélia Jordana mais ceux qui veulent couvrir le racisme dans la police. Mais comme aurait dit un autre chanteur, « cette jeune fille a dit la vérité, elle doit être exécutée » !

Des tarifs vraiment spéciaux !

Le Conseil représentatif des Français d'Outremer (CREFOM) a annoncé avoir obtenu des billets d'avion à tarif réduit auprès de la compagnie Corsair pour les étudiants réunionnais désireux de rentrer à La Réunion. Le vol Paris-Réunion coûtera 499 euros.

Un aller simple à ce prix-là en période creuse c'est une réduction ?

En temps ordinaire (avant le coronavirus) on pouvait trouver moins cher.

C'est vrai que le CREFOM a précisé que l'offre tarifaire est ...en adéquation avec la nouvelle situation !



fr.m.wikipedia.org

Toujours plus de murs face aux migrants



en.wikipedia.org

La crise du coronavirus s'est traduite pour les réfugiés en Europe par une montée des périls. Au lieu de venir en aide aux plus exposés à l'épidémie du fait des conditions de vie et des difficultés du périple, les gouvernements européens s'acharnent à faire du monde une planète sans visa, rendant la vie de tous de plus en plus difficile.

Le gouvernement anglais a mis en place depuis le mois de mai une opération baptisée « Sillath », qui s'appuie sur la législation européenne sur

les migrations pour refouler en France de façon systématique les migrants qui parviennent à traverser la Manche. Cela se fait en collaboration avec le gouvernement français, qui n'est pas en reste.

Avec la crise sanitaire, les migrants sont de plus en plus nombreux à prendre de plus en plus de risques. D'après l'État anglais, plus de 1 200 personnes ont réussi la traversée de la manche depuis fin mars, contre environ 2 500 pour l'ensemble de l'année 2019. En Méditerranée, 1 100

personnes ont tenté la traversée en avril 2020, deux fois plus qu'en avril 2019, d'après l'Observatoire international des migrations.

Il est évident que les raisons de prendre ces risques n'ont pas diminué. Lorsque des régions entières du globe sont transformées en enfer par les guerres et la misère que ce système génère, il n'y a guère d'autre possibilité que de chercher à survivre ailleurs. Les camps de réfugiés dans le monde n'ont jamais été aussi nombreux et invivables.

La seule réponse de l'Europe prétendument démocratique est de renforcer encore et toujours sa politique de répression et de refoulement, par exemple vers la Libye, tout en sachant que les migrants y sont soumis à la torture par les groupes armés alliés des gouvernements européens.

Les frontières érigées comme des remparts et l'Europe hérissée de barbelés, voilà le visage qu'offre le continent aux plus pauvres.

DANS LES ENTREPRISES

KORIAN

En grève pour les salaires et pour l'embauche

Le groupe Korian emploie en France 24 000 salariés dans 308 Ehpad et 84 cliniques. Au moins 50 Ehpad étaient en grève lundi 25 mai, et de nombreuses manifestations ont eu lieu dans les villes où sont situés ces établissements.

Les grévistes exigeaient que tous les salariés puissent toucher la prime « gilets jaunes » de 1 000 euros promise il y a plus d'un an ainsi que celle de 1 500 euros que le ministre de la Santé, Olivier Véran, a promis de verser après l'épidémie, somme qui n'est pour le ministre qu'un maximum. Ils voulaient aussi une augmentation de 300 euros par mois et du personnel en plus.

La grève a fait bouger la direc-

tion. Elle a annoncé le soir même qu'elle allait verser une prime de 1 500 euros net pour tous. Mais cela ressemble à un tour de passe-passe. D'abord les deux primes réclamées se ramènent à une seule, puisque Korian veut intégrer dans ces 1 500 euros la prime promise par l'État et financée par l'Assurance maladie. De plus tout le monde ne touchera pas 1 500 euros. La directrice des ressources humaines du groupe a en effet annoncé que le montant serait calculé en fonction du temps réellement travaillé, ce qui laisse la porte ouverte à toutes les arnaques possibles. Quant aux augmentations et à l'embauche, cela est renvoyé à des négociations devant déboucher à la

fin de l'année.

Le groupe Korian est leader français sur le lucratif marché des maisons de retraite. Il a réalisé 535 millions d'euros de bénéfices en 2019 et prévoyait de verser 54 millions d'euros à ses actionnaires. Il y a finalement renoncé pour cette année, tellement cela aurait paru indécent après l'hécatombe survenue dans ses établissements. Mais ce n'est que partie remise pour l'année prochaine.

Les grévistes n'entendent pas se faire arnaquer. Ils savent l'argent qu'il y a dans les caisses de Korian, et ne veulent plus faire les frais de ce marché de « l'or blanc ».

Une attaque que les travailleurs devront stopper

Les patrons de Renault semblent désireux d'être les premiers... à lancer l'offensive contre les travailleurs. Ils ont, depuis le 19 mai, laissé filtrer leurs intentions de fermer les usines de Dieppe, Choisy-le-Roi, la Fonderie de Bretagne dans le Morbihan, et, plus ou moins vite, de s'en prendre à l'usine de Flins qui pour l'instant produit les Zoe électriques et les Nissan Micra. 4 000 emplois seraient également menacés dans les bureaux d'études.

L'attaque était annoncée, les dirigeants ayant dit vouloir « économiser » deux milliards d'euros, argumentant d'une perte, une première depuis des années, de 141 millions. En annonçant ses résultats financiers au cours du premier trimestre, Renault s'enorgueillissait

de disposer de 10,3 milliards d'euros de liquidités pour son activité automobile. Mais les dirigeants du groupe annonçaient qu'ils ne verseraient pas les dividendes prévus. Il s'agit pour eux de restructurer pour augmenter la profitabilité à venir.

Les annonces de fermetures, même présentées comme des rumeurs, ont pourtant surpris les travailleurs. Il faut dire que depuis la reprise, fin avril, la direction n'avait cessé de pousser à la production.

Quant au gouvernement, en annonçant le prêt garanti de 5 milliards au constructeur, il n'a exigé aucune contrepartie, alors que l'État est actionnaire à 15 % de Renault ; le ministre de l'Économie s'est même défendu d'intervenir contre le droit sacré de Renault à sabrer comme il

le veut dans son outil de production, les usines. Le décor est planté pour d'hypocrites jeux de rôle entre patrons de l'automobile et gouvernement, faux espoirs savamment distillés et promesses non tenues.

Il reste aux travailleurs à se battre pour imposer qu'aucun emploi ne soit supprimé, quel qu'en soit le statut, que tous les salaires soient maintenus. Du travail, il y en a, ils devront imposer qu'il soit réparti entre tous. Si la fameuse profitabilité en pâtit, tant pis : que les dirigeants de Renault et les actionnaires prennent sur les 24 milliards d'euros de profits accumulés, aux dépens de la santé et des loisirs des travailleurs, pendant les dix années précédentes !

DANS LE MONDE

AMÉRIQUE LATINE

Une violente crise sanitaire et économique

Selon l'OMS, l'Amérique latine est désormais le nouvel épice de la pandémie. Mais tous les pays ne sont pas logés à la même enseigne. Certains sont plus touchés que d'autres.

Et, pour tous, existe une autre menace, celle de la récession économique, ce qui signifie déjà pour les classes populaires de tout un continent, la maladie mais aussi la faim et la misère.

Parmi les pays les plus touchés, qui sont aussi les plus peuplés, il y a le Brésil et le Mexique, 340 millions d'habitants à eux deux, où les dirigeants politiques ont été aussi les plus laxistes, pour ne pas dire pire, Bolsonaro multipliant les déclarations cyniques pour ne rien faire tandis que le nombre des morts grimpe de 11 à 23 500 aujourd'hui.

Quant à Lopez Obrador, élu à la tête du Mexique avec une image d'homme de gauche, il s'est comporté, sans surprise, en bon allié des États-Unis. La raison en est que 80 % des exportations mexicaines, notamment de pièces détachées industrielles, sont destinées au marché américain. C'est pourquoi, alors que l'épidémie atteint actuellement un pic, le président engage le déconfinement en prétendant mensongèrement qu'elle est désormais « domptée » !

En Argentine, le gouvernement péroniste doit surtout faire face à une crise économique grave en raison de sa dette. La situation des travailleurs, des classes populaires, des retraités ressemble de plus en plus à celle d'après le krach de 2001. Les salaires sont en moyenne deux fois en-dessous de ce qui permettrait de vivre

normalement. Les retraités sont dans l'indigence. Dans certains quartiers, c'est le retour de la faim. Le tiers des grandes entreprises se préparent à licencier avant la fin de l'année.

Partout l'épidémie a creusé les inégalités, notamment en Équateur où elle a été particulièrement meurtrière, car en Amérique latine, sauf à Cuba, le système de santé est lamentable. Les populations confinées n'étant plus en situation de gagner leur vie dans la rue, dépendent de l'aide alimentaire. Au Chili, cette dernière tardant à arriver, la population a repris le chemin de la lutte qu'elle avait entamée avant le Covid, dressant même des barricades dans une banlieue de Santiago. En Équateur aussi, des manifestations ont repris contre le régime et la contestation pourrait s'étendre.

Covid-organics, breuvage miracle ou nouvelle source d'enrichissement pour certains ?

Rajoelina, le président malgache, s'est lancé dans la promotion d'un produit à base d'Artemisia (une plante utilisée dans la lutte contre le paludisme et originaire de Chine) sensé posséder, selon lui, des propriétés permettant de se prémunir du Covid 19, bien qu'aucun test sérieux n'ait confirmé cette thèse à ce jour. Il a aussi vanté le breuvage en question, le Covid-organics, comme la preuve que les pays pauvres étaient eux aussi capables de fournir des solutions « naturelles » aux problèmes de santé auxquels l'humanité est aujourd'hui confrontée, jouant ainsi sur la fibre tiers-mondiste, opposée aux pays

riches qui inondent le monde de leurs productions produites industriellement et a fait parvenir cette potion dans plusieurs pays africains.

Plus prosaïquement, la boisson en question est produite par un entrepreneur français, Charles Gibrain, qui a monté son entreprise, Bionexx à Madagascar en 2005 et fournit les feuilles séchées d'Artemisia à deux autres entreprises qui les utilisent pour la production du Covid-organics.

À propos de la culture des plans d'Artemisia, Rajoelina avait déclaré : « *La vie des Malgaches va changer. Dans la riziculture, c'est 350 dollars*

la tonne. La tonne d'Artemisia, c'est 3000 dollars ! ».

La réalité est moins réjouissante. Les agriculteurs qui se sont lancés dans sa production, souvent sous la pression de ces entreprises commerciales, à la place des cultures vivrières ou du riz, ont vite déchanté. Ils l'ont abandonnée, car on ne leur rachetait la tonne que 270 dollars.

Si le miracle promis avec le Covid-organics dans le domaine médical est aussi efficace que dans le domaine de l'enrichissement des paysans malgaches, ça promet !

L'épidémie de Coronavirus : un prétexte pour s'en prendre aux travailleurs

À Maurice : la moitié des pilotes d'Air Mauritius a été licencié par la compagnie. Le Sofitel appartenant au groupe français Accor a décidé de fermer son hôtel : 250 salariés se retrouvent sans emplois et privés de revenus. De son côté le groupe touristique Beachcommer a décidé de réduire les salaires de ses 4000 employés de moitié.

Voilà comment les patrons ont décidé de compenser le manque à gagner découlant du confinement en réduisant la masse salariale versée aux salariés. Plus rien ne les retient puisque le gouvernement vient de ramener l'indemnité de licenciement à un mois de salaire alors qu'elle était jusqu'à présent d'un mois de salaire par année de travail, et cette mesure en faveur du patronat s'appliquera jusque fin 2021. Les patrons peuvent voir venir !

Ce n'est pas le cas des travailleurs à qui il est à présent demandé d'être muni d'un pass sur lequel horaires et jours de travail doivent être indiqués et qui, en cas de fraude, risquent de se faire verbaliser à hauteur de 200 000 roupies (soit 4500 € !). Et si, en

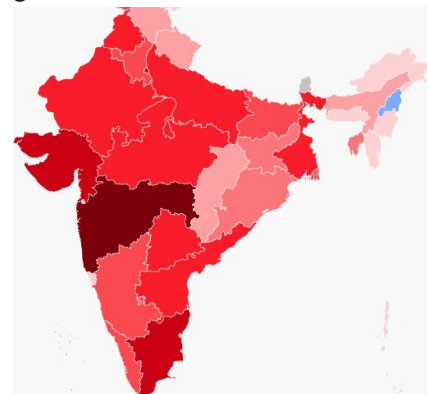
apprenant cela, certains seraient tentés de cracher de dépit, ils risquent une amende supplémentaire de 5000 roupies ! Enfin l'interdiction de tout rassemblement empêche toute manifestation publique pour dénoncer ces mauvais coups portés à la classe ouvrière.

En s'en prenant brusquement aux travailleurs le gouvernement mauricien et, derrière lui, le patronat s'imaginent pouvoir tétaniser la classe ouvrière mauricienne. Souhaitons que celle-ci leur réserve une réponse à la hauteur !

En Inde : au prétexte que l'épidémie virale a durement affaibli l'économie, le gouvernement indien dirigé par Modi, un dirigeant hindou ultra nationaliste et anti-musulman, vient d'autoriser les patrons à faire travailler leurs ouvriers et employés 6 jours par semaine à raison de 12 heures quotidiennement. Il a décidé d'exempter toutes les entreprises et fonds de commerce de l'application du code du travail concernant le règlement des conflits, la reconnaissance des syndicats et les conditions

de travail des travailleurs migrants de l'intérieur. À propos de ces derniers, parias parmi les parias, le confinement a plongé du jour au lendemain des dizaines de millions d'entre eux dans une misère encore plus dramatique, car beaucoup, ne vivant que d'activités non déclarées et irrégulières, se sont retrouvés du jour au lendemain, non seulement sans argent, mais sans possibilité même de se déplacer pour revenir dans leurs villages d'origine, avec pour conséquence de pouvoir mourir tout simplement de faim.

Tel est le sort réservé au prolétariat indien dans ce qu'on ose encore nous présenter comme « la plus grande démocratie du monde » !



fr.wikipedia.org

L'abolition de l'esclavage et le mythe Victor Schœlcher

Le 22 mai en Martinique, un groupe de jeunes activistes nationalistes a renversé et brisé deux statues de Victor Schœlcher dans la ville de Schœlcher et à Fort-de-France. Le fait et la date ne doivent rien au hasard.

En effet, les 22 et 27 mai, en Martinique et en Guadeloupe respectivement, sont des journées où est commémorée la lutte des esclaves pour leur liberté. En Martinique, c'est le 22 mai 1848 que fut déclenchée la plus grande insurrection d'esclaves. Le 23 mai, le gouverneur de l'époque, face à la révolte généralisée, décréta l'abolition de l'esclavage sur l'île. Elle fut proclamée avant l'arrivée du décret du gouvernement français issu de la révolution de février 1848. En Guadeloupe, où les esclaves étaient au bord de la révolte et par crainte d'une insurrection comparable à celle de la Martinique, le gouverneur abolit l'esclavage le 27 mai.

Dans l'île sœur, plusieurs grands événements sont associés à cette date. C'est d'abord la guerre des rebelles noirs des 26, 27 et 28 mai 1802 contre les troupes de Bonaparte venues rétablir l'esclavage. C'est aussi le massacre des 26, 27 et 28 mai 1967 perpétré par les troupes coloniales contre les travailleurs en grève et la jeunesse révoltée. Un clin d'œil de l'histoire au mois de mai, jour pour jour.

Schœlcher était un des principaux abolitionnistes français. Membre du gouvernement provisoire de février 1848 en France, il fut l'un des auteurs du décret

d'abolition du 27 avril de cette année. Pendant plus d'un siècle, Schœlcher fut vénéré comme le seul libérateur des Noirs à qui ces derniers devraient tout. Il le fut tant par les gouvernements colonialistes de la IIIe et de la IVe République française que par les partis locaux dirigés par des Noirs, les partis dits « schœlchéristes », qui se réclamaient de l'abolition pour asseoir leur popularité dans la population issue de l'esclavage.

La lutte des esclaves noirs fut savamment occultée jusqu'à la moitié du 20e siècle. Les manuels scolaires étaient muets sur leur histoire. Parallèlement, des rues Schœlcher sont légion, les statues de Schœlcher partout. Le premier grand lycée de la Martinique est le lycée Schœlcher. Le culte de Schœlcher s'accompagnait de l'ignorance totale des grands faits de la lutte des esclaves. Il fallait faire croire que les Noirs devaient leur liberté à un Blanc car eux-mêmes auraient été incapables de la conquérir. C'est dans cette culture et cette aliénation coloniales qu'ont baigné les Antilles françaises pendant plus d'un siècle après l'abolition.

Il n'en est pas moins vrai que la vie de Victor Schoelcher a été consacrée à la lutte pour l'abolition, en dépit même de certains propos qui peuvent lui être reprochés : son nom fut haï des Békés, ces Blancs esclavagistes de l'époque, et il prit place sur les barricades de février 1848 avec les ouvriers parisiens.

Les jeunes activistes nationa-

listes, cependant, en faisant tomber les statues, ont voulu briser un mythe et « tuer » un Schœlcher qui était, il n'y a pas si longtemps encore, dans la population « Papa Schœlcher ». Ils l'ont revendiqué à visage découvert.

C'était aussi, par contraste, vouloir raviver la mémoire des insurgés noirs de mai 1848. Il fallait en particulier raviver celle de l'esclave Romain qui, emprisonné car il avait joué du tambour, fut libéré par ses frères. Ceux-ci, sur le chemin du retour, en essayant le feu des milices esclavagistes, déclenchèrent alors l'insurrection libératrice.

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière
BP 184
97470 SAINT-BENOÎT
e-mail :

contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n°
1019C85576
Directeur de publication : Didier Lombard
Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282



Lutte ouvrière

des idées pour comprendre le monde

Visiter le site

<https://www.lutte-ouvriere.org/comprendrelemonde/>